

Charte relative aux conditions et aux modalités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les organisations syndicales de l'université Lumière Lyon 2

Textes de référence

- Décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique, notamment ses articles 3-1 et 3-2.
- Arrêté du 4 novembre 2014 relatif aux conditions générales d'utilisation par les organisations syndicales des technologies de l'information et de la communication dans la fonction publique de l'Etat
- Décision du 26 avril 2016 relative aux conditions et aux modalités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les organisations syndicales

OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

La présente charte définit les conditions et les modalités d'utilisation, à l'université Lumière Lyon 2, des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les organisations syndicales.

Les organisations syndicales concernées sont celles représentatives légalement constituées dont les statuts prévoient la défense des intérêts professionnels des personnels du ministère de l'éducation nationale et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les technologies de l'information et de la communication mentionnées sont composées de la mise à disposition des organisations syndicales : d'une adresse de messagerie électronique aux coordonnées de l'organisation syndicale, d'une page d'information syndicale ainsi que de listes de diffusion.

1. LA MISE A DISPOSITION D'UNE ADRESSE DE MESSAGERIE ELECTRONIQUE AUX COORDONNEES DE L'ORGANISATION SYNDICALE

Les organisations syndicales bénéficient à leur demande d'au moins une adresse de messagerie électronique.

La dénomination de l'adresse de courrier électronique doit faire apparaître explicitement le nom ou le sigle de l'organisation syndicale.

L'ensemble des messages et informations transmis par les organisations syndicales est soumis aux principes de confidentialité énoncés à l'article 5 de l'arrêté du 4 novembre 2014 cité en référence :

- La communication d'origine syndicale sur le réseau informatique du service doit être compatible avec les exigences de bon fonctionnement du réseau informatique et ne pas entraver l'accomplissement du service.
- Les échanges électroniques entre les agents et les organisations syndicales sont confidentiels.
- Dans le respect des règles générales de sécurité du système d'information, les messages électroniques en provenance des organisations syndicales parviennent à leurs destinataires/trices sans blocage ni lecture par un tiers.

2. LA MISE A DISPOSITION D'UNE PAGE D'INFORMATION SYNDICALE SUR LE SITE INTRANET DE L'UNIVERSITE

Les organisations syndicales bénéficient à leur demande d'une page d'information syndicale qui leur est spécifiquement réservée. Cette page est accessible à l'ensemble des personnels sur le site intranet de l'université.

La mise en ligne sur le site intranet de l'université d'un lien hypertexte permettant d'être renvoyé directement vers un site internet géré et mis à jour directement par les organisations syndicales, est autorisée.

L'université s'engage à ne pas rechercher l'identification des agent.es qui se connectent aux pages d'information syndicale sur le site intranet et à ne pas collecter de données à des fins de mesure d'audience sur ces pages.

3. LA MISE A DISPOSITION D'UN OUTIL INTERNE DE GESTION DE LISTES DE DIFFUSION

Les organisations syndicales bénéficient à leur demande de la mise à disposition d'un outil interne de gestion de listes de diffusion associé à la messagerie professionnelle ne faisant pas apparaître le contenu nominatif des listes. Cet outil permet à chaque organisation syndicale l'envoi d'informations à tous les personnels ou à un ensemble de personnels défini en fonction des données conformes à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les listes de diffusion ne peuvent pas être utilisées à d'autres fins que la diffusion d'information d'origine syndicale. Chaque message émis par les organisations syndicales :

- est expédié à partir de l'adresse électronique de l'organisation syndicale ;
- fait figurer dans son objet l'origine syndicale émettrice ;
- garantit à l'ensemble des agent.es l'anonymat des autres destinataires/trices et n'autorise pas l'usage des accusés de réception, ni des accusés de lecture ;
- comporte un dispositif automatique permettant un éventuel désabonnement aux destinataires/trices de la liste de diffusion.

Le nombre d'envois ainsi que le volume des messages par les organisations syndicales devront être raisonnables.

Dans le corps des messages, l'insertion de liens hypertextes redirigés vers des sites syndicaux est autorisée.

4. MODALITES DE MIS EN OEUVRE

Désignation d'un.e référent.e par les organisations syndicales

Les organisations syndicales qui demandent à bénéficier d'une adresse de messagerie électronique ou d'une page d'information syndicale sur l'intranet désignent, par écrit, un ou plusieurs interlocuteurs/trices référent.es.

Les organisations syndicales et leurs interlocuteurs/trices référent.es sont responsables de l'utilisation des moyens de communication mis à leur disposition. Seuls les interlocuteurs/trices référent.es, le/la correspondant.e établissement (Cf.infra) et les agent.es de la Direction des systèmes d'information

(DSI) chargé.es de veiller à l'intégrité et à la sécurité du réseau sont autorisés à avoir accès à la gestion ou à l'utilisation des listes de diffusion.

L'université Lyon 2 fournit à ces interlocuteurs/trices ainsi désigné.es une assistance technique et une formation incluant une sensibilisation aux bonnes pratiques de l'utilisation des TIC.

Désignation d'une personne chargée au sein de l'établissement de la mise en œuvre du dispositif

Une personne est désignée à la DSI pour assurer le suivi de ce dossier. Elle sera le/la correspondant.e des organisations syndicales qui souhaitent bénéficier d'un accès aux technologies de l'information et de la communication dans les conditions fixées par cette charte.

5. PERIODES ELECTORALES

Durant la période électorale des modalités spécifiques d'utilisation des TIC par les organisations syndicales peuvent être mises en place. Ces modalités prévaudront sur la présente charte.

Vu l'avis du comité technique du/..../.....